

17 & 24 octobre, 5 novembre : Pour imposer des réponses à l'urgence sociale. Sans cela, l'incendie social ne s'éteindra pas !

la
cgt

UD Gironde



Grève et manifestations
samedi 24 octobre
14h00 - Bordeaux - Place de la Bourse
Jeudi 5 novembre
12h30 - Bordeaux - Place de la République

E. Macron, son gouvernement et le patronat n'ont toujours pas entendu la colère sociale.

Appeler au calme, n'a jamais permis de remplir un frigo ou un réservoir de voiture. Et l'urgence des besoins ne peut attendre les présidentielles dans six mois.

Si le gouvernement et le patronat s'entêtent à refuser d'entendre immédiatement les revendications exprimées, cela serait irresponsable.

L'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux est une urgence absolue.

Parcoursup doit être abrogé et 10 milliards d'€ doivent être dégagés pour l'enseignement et le bâti scolaire.

Le projet de budget de l'État prévoyant 54 milliards d'économie au détriment des travailleur·ses, retraité·es et des services publics, doit être revu totalement.

Suite au rapport sénatorial révélant les **211 milliards d'euros** d'argent public offert par an aux entreprises, les député·es ont pour la première fois devant les yeux les centaines de milliards de recettes à aller chercher dans les poches d'un patronat assisté par l'État pour abreuver les actionnaires.

Et plutôt que de baisser la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, il devient urgent de l'élever grandement et de la pérenniser.

L'urgence c'est de ne plus subir l'inflation provoquée par les profits de quelques-uns, la précarité et la dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

La population n'a cure d'une allocution présidentielle qui n'annonce rien de concret ou d'une démission refusée du ministre de l'Intérieur.

Les salarié·es, les lycéen·es, étudiant·es, retraité·es et la population exigent des réponses concrètes face à leur vie qui se dégrade.

L'argent existe pour répondre aux revendications sociales ! Ce qui manque, ce n'est pas la richesse, mais la lucidité politique de l'urgence de répartir justement cette richesse créée par les travailleurs et les travailleuses.

Organisons partout sur les lieux de travail des réunions de syndiqué·es, des Assemblées Générales de salarié·es/agent·es pour décider collectivement de la grève pour gagner sur nos revendications !

À qui profite le crime ?

L'histoire et l'actualité nous le rappellent, les dégradations sont toujours instrumentalisées par le pouvoir, le patronat et l'extrême droite pour faire diversion des revendications et pour justifier la répression et les remises en cause des libertés publiques.

Nous en appelons à la responsabilité de l'État de garantir ces libertés notamment le droit constitutionnel de manifester. Vouloir utiliser l'alibi sécuritaire pour entraver nos libertés est irresponsable ! Interdire ne calmera pas la colère sociale.